



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/638  
31 octobre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
Point 157 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Igor V. GOUMENNY (Ukraine)

I. INTRODUCTION

1. À sa 3e séance plénière, le 20 septembre 1996, l'Assemblée générale, sur la 4re recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante et unième session la question intitulée "Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné ce point à ses 4e et 17e séances, les 8 et 31 octobre 1996. Les déclarations et observations faites au cours de l'examen de cette question par la Commission sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/51/SR.4 et 17).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (A/51/191/Add.1) et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/51/444).

II. EXAMEN DU PROJET DE RÉSOLUTION A/C.5/51/L.6

4. À la 17e séance, le 31 octobre, le représentant du Mexique a présenté un projet de résolution intitulé "Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti" (A/C.5/51/L.6), qui avait été soumis par le Président de la Commission à l'issue de consultations officieuses.
5. À la même séance, la Cinquième Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/51/L.6 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies en Haïti<sup>1</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>,

Rappelant la résolution 1063 (1996) du Conseil de sécurité en date du 28 juin 1996, par laquelle le Conseil a créé, jusqu'au 30 novembre 1996, la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti,

Considérant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Considérant également que, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, il convient d'appliquer une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont apporté des contributions volontaires pour la Mission,

Notant également que les quotes-parts au titre du compte spécial ne couvriront que les coûts directs et indirects afférents aux 600 soldats et 300 policiers civils autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1063 (1996) du 28 juin 1996,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. Se déclare préoccupée par la situation financière des opérations de maintien de la paix, eu égard en particulier au remboursement des sommes dues aux pays qui fournissent des contingents, lesquels doivent supporter une charge en raison des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

---

<sup>1</sup> A/51/191/Add.1.

<sup>2</sup> A/51/444.

2. Prie instamment tous les États Membres de faire tout leur possible pour verser sans retard l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

3. Souscrit aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport<sup>2</sup>;

4. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

5. Prie également le Secrétaire général d'établir un compte spécial pour la Mission, conformément au paragraphe 13 de son rapport<sup>1</sup>;

6. Décide d'ouvrir, aux fins du fonctionnement de la Mission, pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 1996, un crédit d'un montant brut de 28 704 200 dollars des États-Unis (montant net : 27 506 000 dollars), comprenant le montant (brut et net) de 13 447 000 dollars qui représente le solde du crédit ouvert par sa résolution 50/90 B du 7 juin 1996 aux fins de la liquidation de la Mission des Nations Unies en Haïti, dont le Comité consultatif a approuvé l'utilisation pour la période du 1er juillet au 15 septembre 1996, et le montant brut de 5 762 800 dollars (montant net : 5 420 700 dollars) autorisé par le Comité consultatif en vertu de la section IV de la résolution 49/233 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, pour la période du 16 septembre au 15 octobre 1996;

7. Décide également, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres le montant brut de 23 957 000 dollars (montant net : 22 958 500 dollars) pour la période du 1er juillet au 30 novembre 1996, en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle qu'elle a été modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995 et 50/224 du 11 avril 1996 et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et en se fondant sur le barème des quotes-parts pour l'année 1996, établi par sa résolution 49/19 B du 23 décembre 1994 et par sa décision 50/471 A du 23 décembre 1995;

8. Décide en outre que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres, en application du paragraphe 7 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission pour la période du 1er juillet au 30 novembre 1996, soit 998 500 dollars;

9. Décide, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 30 novembre 1996, de répartir entre les États Membres le montant brut de 4 747 200 dollars (montant net : 4 547 500 dollars) pour la période du 1er au 31 décembre 1996, conformément à l'arrangement prévu dans la présente résolution;

10. Décide en outre que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres, en application du paragraphe 9 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1er au 31 décembre 1996, soit 199 700 dollars;

11. Demande que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure qu'elle a arrêtée dans ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991;

12. Décide de garder à l'étude, au cours de sa cinquante et unième session, le point de l'ordre du jour intitulé "Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti".

-----